

Nous devons moderniser la République pour sauver le pacte républicain

Tribune de Michel Destot

(Libération, 20 janvier 2011)

«Liberté», «Egalité», «Fraternité» : nous connaissons tous les valeurs de notre pacte républicain, nous y adhérons mais nous avons aussi le sentiment diffus que ce pacte est mis à mal, abîmé, écorné et que nous ne savons plus comment le faire vivre. Gardons-nous d'un pessimisme exagéré, la liberté existe dans notre pays même s'il nous faut rester vigilants.

Mais aujourd'hui, dans les faits comme dans les esprits, c'est l'égalité, l'égalité réelle, qui est la plus menacée, de l'égalité civile à l'égalité sociale, cette pièce maîtresse du pacte républicain est régulièrement bafouée. Quand l'accès à l'emploi dépend plus des réseaux personnels que du diplôme ou du mérite, quand le chômage et la pauvreté augmentent alors que les bonus des traders repartent à la hausse, quand les contrôles d'identité sont plus nombreux si l'on est noir ou arabe, quand avoir un emploi ne garantit pas d'être capable de se loger, quand la réussite à l'école dépend essentiellement de son origine sociale, on comprend que les Français vivent avec un profond sentiment d'inégalité et d'injustice.

La promotion de l'égalité des chances et des droits est un devoir que la République remplit de plus en plus mal. Au lieu d'agiter le spectre de la défense de la République pour promouvoir le renforcement de l'autorité de l'Etat, la remise en cause de l'immigration pour défaut d'assimilation ou le souverainisme, demandons-nous comment renouveler le pacte républicain avec les Français tels qu'ils sont, comment faire une République pour tous plutôt qu'une République fantasmée où il faudrait restaurer la figure mythique du hussard noir.

Toutes les forces vives du pays doivent converger pour remettre en route ce qui fait l'essence même de la République : la possibilité pour tous, quelle que soit son origine sociale, d'avoir les moyens de réussir, tout en protégeant les plus modestes et les plus fragiles d'entre nous. Il est urgent d'agir dans au moins deux directions. Pour permettre aux jeunes Français d'accéder à l'autonomie, nous devons lancer une large réforme de l'enseignement, de l'orientation et de la protection sociale pour cesser de faire des jeunes la catégorie la plus délaissée des politiques publiques alors qu'elle est la plus prometteuse. C'est aussi la fiscalité, instrument fondamental de l'équité, qu'il faut revoir en faveur d'une politique fiscale juste et efficace, basée sur les revenus du travail, du capital, de l'immobilier, qui ne favorise pas les plus fortunés face aux classes moyennes, ni les grandes entreprises face aux petites.

La République est en danger en raison d'un défaut d'égalité. C'est donc au rétablissement plein et entier de cette valeur que nous devons nous attacher.